

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 6 JANVIER 2019

« Calédonie associée à la France: les Républicains Calédoniens et le Mouvement Populaire Calédonien condamnent les propos de la Ministre des Outre-Mer »

Lors d'un entretien télévisé donné à Saint-Pierre-et-Miquelon samedi, la ministre des Outre-mer, Annick GIRARDIN, a déclaré *« je pense que le gouvernement proposera une méthode de travail, des rendez-vous mais aussi peut-être une vision de ce que pourrait être demain la Calédonie associée à la France. »*

Les Républicains Calédoniens et le Mouvement Populaire Calédonien condamnent fermement les propos de la Ministre et lui demande de respecter le choix des Calédoniens de rester au sein de la République Française.

En effet, si la volonté d'Annick Girardin est d'engager la Nouvelle-Calédonie vers un état associé, celle-ci bafoue la décision des Calédoniens du 4 novembre 2018, qui ont, dans leur majorité (qualifiée de « sans appel » par le Premier Ministre) confirmé leur volonté de rester au sein de la République Française.

Les Républicains Calédoniens et le MPC continueront de s'opposer avec force à un tout projet d'indépendance association défendu localement par Calédonie Ensemble et le Palika. Ce sont les calédoniens qui décideront en mai prochain qui sera légitime pour défendre leurs intérêts dans les discussions sur l'avenir institutionnel que le Premier Ministre a souhaité après les élections provinciales.

Nous demandons donc fermement à la Ministre de l'Outre-Mer de respecter le choix des Calédoniens et de ne pas tenter d'amener, à marche forcée, la Nouvelle-Calédonie vers un chemin qu'elle n'a pas choisi.